



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

VIOLENCE SOCIALE, VIOLENCE POLICIÈRE, ÇA SUFFIT !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

13 NOVEMBRE 2014

Même si le gouvernement l'a su aussitôt et d'abord caché, c'est maintenant incontestable : Rémi Fraisse a bien été tué par une grenade offensive – une arme de guerre – alors qu'il manifestait pacifiquement contre la construction d'un barrage à Sivens Un projet inutile au profit d'une quarantaine de grands exploitants agricoles.

LA RÉPRESSION POUR MUSELER TOUTE CONTESTATION

Contrairement à la formule d'un dirigeant socialiste du Tarn, Rémi n'est pas « mort pour ses idées », ni victime d'une « bavure », mais assassiné par des gendarmes qui ont balancé une quarantaine de grenades offensives sur un total plusieurs centaines en tous genres, rendant cet événement tragique inévitable.

Et ce n'est pas une nouveauté. Contre celles et ceux qui refusent les politiques patronale et gouvernementale, le gouvernement multiplie les mesures répressives. Violences policières systématiques contre les opposants à l'aéroport de Notre-Dame-Des-

Landes, interdiction des manifestations en solidarité avec le peuple palestinien, répression à la Poste, à la SNCF, à l'Inspection du travail, etc.

Violences répétées contre les sans-papiers, les Roms, les demandeurs d'asile. Criminalisation des militants de la

Confédération paysanne en lutte contre « l'usine » des 1000 vaches. Avec, en prime, le vote d'une loi qui, au nom de la lutte contre le terrorisme, vise à « fliquer » toute la population.

LE GOUVERNEMENT COUVRE SA POLICE

Suite à la mort de Rémi Fraisse, le gouvernement a mis 48 heures avant de présenter ses condoléances à la famille, tout en multipliant les insinuations pour salir les manifestants. Mais au même moment, le même gouvernement n'a pas hésité une seconde pour pleurer le patron de Total, ce trust français responsable d'une guerre civile au

Congo ou encore de l'emploi d'esclaves pour la construction d'un pipeline en Birmanie.

Et pourtant, les grands médias continuent à alimenter le jeu pourri d'inversion des rôles, en posant leur question rituelle aux manifestants : « *Condamnez-vous ces violences dans les manifestations ? Est-ce que vous lancez un appel au calme ?* », sans qu'aucun d'entre eux ne dénonce la violence de l'Etat.

POUR LA MAJORITÉ D'ENTRE NOUS, LA VIOLENCE SOCIALE, C'EST TOUS LES JOURS !

La violence des patrons qui licencient, dégradent les conditions de travail, baissent les salaires, détruisent les vies de milliers de familles et s'en prennent à toutes celles et ceux qui tentent de résister, cette violence n'est jamais dénoncée. Elle n'est même jamais montrée. C'est pourtant celle que nous sommes des millions à subir au quotidien.

REPRENDRE L'INITIATIVE

Cette violence de la classe bourgeoise et de l'Etat à son service, nous avons besoin d'y résister tous ensemble. La principale force dont nous disposons pour cela, c'est celle du nombre.

Selon un proche du président, « la grande peur de Hollande depuis le début du quinquennat, c'est une explosion sociale, et notamment de la part de la jeunesse ». Alors donnons-lui raison ! Nous avons toutes les raisons de nous révolter contre cette

répression, seule réponse à nos revendications.

LE 15 NOVEMBRE, plusieurs partis, syndicats et associations appellent à manifester pour affirmer notre rejet du budget 2015, symbole de la politique des reculs sociaux répondant aux exigences du MEDEF. C'est l'occasion de tisser des liens entre les travailleurs de différents secteurs, de préparer une riposte générale.



Pour nous contacter :

Tél : 06 33 55 00 27

Courriel : npa.sarthe@gmail.com

IDEES NEUVES OU VIEUX REVES

Le président du Medef réclame le droit pour les patrons de pouvoir licencier sans fournir de motif, comme la loi les y oblige actuellement. Selon Gattaz, les patrons craignant de « se retrouver devant les prudhommes s'ils rompent le contrat, c'est un des principaux freins à l'embauche ». L'obligation de motiver un licenciement n'empêche pas de licencier. Si le Medef obtient ce qu'il demande, il n'y aura pas davantage d'embauches. Mais encore plus de licenciements.

DÉCRETS PÉNIBILITÉ

Les décrets d'application sur la pénibilité sont parus en octobre. Et là, encore une fois, les entreprises, tant aimées par Valls, sont à la fête : la loi prévoyait une cotisation payée par toutes les entreprises de 0,2% au maximum, le décret divise ce chiffre par vingt, à 0,01% et repousse l'échéance de 2015 à 2017. Le décret ne prévoit plus que 4 critères de pénibilité sur les 10 prévus, la prise en compte des 6 autres étant repoussée à 2016.

Le lobbying patronal a encore payé. Vivement qu'on s'organise pour inverser la vapeur !

IL Y A DES RETRAITÉS HEUREUX !

A l'heure où le gouvernement annonce des mesures de baisse générale des retraites, il y en a au moins un qui n'a aucune raison de se plaindre : le PDG de GDF Suez touchera tous les ans la coquette somme de 831 641 euros de retraite complémentaire, en plus de sa retraite de 922 000 euros par an. Tout ça alors que le groupe annonce un plan d'économies de 4,5 milliards d'euros se traduisant bien sûr par des suppressions de poste. Quand on vous dit qu'il n'y a pas d'argent pour les retraites !

GAZ, ÉLECTRICITÉ : AUGMENTATIONS SCANDALEUSES

Les tarifs du gaz et de l'électricité ont encore augmenté au 1er novembre : 2,31% pour le gaz, après une hausse en octobre de 3,9%.

Pour l'électricité, c'est 2,5%. Une entreprise comme EDF qui pleure misère, alors qu'elle fait des bénéfices record : 3,6 milliards en 2013 et déjà 3,1 milliards rien que pour le premier semestre 2014 !

La seule raison pour ces augmentations largement supérieures à l'inflation et à la hausse des salaires, est que c'est bientôt l'hiver et que bien sûr, ces deux entreprises veulent remplir leurs coffres forts. Sans parler du gouffre que représente l'EPR de Flamanville, avec des surcoûts de plus de 5 milliards, qu'EDF essaie de faire financer par...nous.

RÉPRESSION, DIRE STOP !

Il y a plus de 2 semaines maintenant qui se sont écoulées depuis le meurtre de Rémi Fraisse par la police. Les mobilisations contre la répression ne faiblissent pas. Jeudi dernier ce sont plus de 4000 lycéens qui ont défilé dans les rues de Paris. Partis politiques et syndicats se sont rassemblés un peu partout en France pour dénoncer les violences et les provocations policières mais aussi la répression des mouvements sociaux. Manifester est un droit, faire grève est un droit, ne laissons pas ce gouvernement criminaliser notre droit légitime à nous mobiliser.

HAYANGE : LE VRAI VISAGE DU FN

La commission des comptes de campagne électorale a rejeté celui du maire d'Hayange qui n'y aurait pas fait figurer plusieurs milliers d'euros de dépenses. Contrairement à ses slogans, le FN n'est pas différent des autres partis qui défendent le système. Une tricherie ? Peu leur importe, l'essentiel est de s'installer dans les institutions pour servir la bourgeoisie.

UNE SOCIÉTÉ D'INÉGALITÉS

Selon un rapport de l'ONG Oxfam sur les inégalités dans le monde, les 85 personnes les plus riches détiennent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Le nombre de milliardaires a pratiquement doublé depuis le début de la crise financière.

En France l'évolution est la même : les 1 % les plus riches possèdent autant que les 70 % les plus pauvres. Les fortunes cumulées des familles Bettencourt et Arnault représentent autant que ce que possèdent les 20 % des français les plus pauvres. Décidément, ce n'est pas la crise pour tout le monde.

LE CHÔMAGE, PRATIQUE SCANDALEUSE DU GROUPE PSA : Y'EN A MARRE !!!

Le chômage à PSA est mis en place uniquement pour écouler les stocks de voitures. Cet arrêt de production ne sert qu'à faire diminuer le montant d'impôts en fin d'année et au final encore « engraisser » les actionnaires !!

En fait, c'est l'incertitude permanente de l'organisation d'une vie ainsi que la perte importante du pouvoir d'achat et de salaires qui sont déjà bloqués depuis la signature du « contrat social » par certaines organisations syndicales.

Ce n'est pas aux salariés de payer les combines fiscales du groupe PSA

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur

